

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 6 DÉCEMBRE 1912.

Proposition de loi établissant une taxe au profit de l'État sur les enseignes, pancartes et dispositifs de réclames de toute nature destinés à la publicité industrielle ou commerciale.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

La Chambre a été saisie, le 28 juin 1907, d'une proposition de taxe au profit de l'État sur les enseignes, pancartes et tableaux destinés à la publicité industrielle et commerciale. (*Doc. parl.*, n° 180.)

Cette proposition, soumise à une commission spéciale, a fait l'objet d'un rapport déposé le 26 octobre 1909. (*Doc. parl.*, n° 258.)

La dissolution des Chambres a fait disparaître cette proposition de la liste de nos travaux.

*
* *

Le projet avait pour but :

1° De mettre terme à une anomalie dont les imprimeurs se sont plaints à bon droit :

« Est-il juste, disait l'honorable M. Carton de Wiart, dans les développements de celle-ci — l'un des auteurs de la proposition, — que l'État, qui prélève des droits de timbre sur les affiches imprimées et même manuscrites, quelle que soit d'ailleurs leur valeur artistique, exonère de toute redevance la publicité qui se fait sur les murs, sur les toits, sur les toiles de calicot, voire sur des rochers? Cette différence se justifie d'autant moins que la grande annonce murale a une efficacité de publicité plus considérable qu'une simple affiche puisqu'elle est permanente. »

M. Dufrane-Friart avait, dès le 19 décembre 1902, dénoncé cette « situa-

tion absolument injuste dont l'industrie de l'imprimerie, l'imprimerie d'art surtout, souffre grandement et que vous devriez, disait-il, avoir à cœur de faire cesser immédiatement ».

Cette inégalité de traitement a été dénoncée dans le cahier de griefs du *Cercle belge de l'imprimerie et de la librairie*, en 1898, et par la Section centrale chargée de l'examen du Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1900.

Les articles 1 et 2 de la proposition de loi tendent à supprimer le privilège dont l'affiche non imprimée bénéficie sans aucun droit : la taxe de 5 francs au mètre carré doit être considérée comme l'équivalent des droits de timbre qui auraient été perçus en vertu de l'article 19 de la loi du 25 mars 1891 sur la succession des affiches imprimées occupant pareille superficie pendant un an.

Le texte des amendements communiqués par le Département des Finances à la Commission de 1906-1909 paraît indiquer qu'il n'existait point de divergences d'évaluations sur ce point entre le Gouvernement et les auteurs de la proposition. Ce droit doit être perçu sur toutes les affiches non timbrées en conformité de l'article 19 de la loi du 25 mars 1891, en quelque endroit qu'elles se trouveront exposées ;

2° Les auteurs de la proposition de 1906 obéissaient surtout à un autre mobile : des préoccupations esthétiques : provoquer autant qu'il est possible de le faire, sans recourir à une législation spéciale. La disparition des réclames qui constituent la lèpre des paysages et déshonorent les sites les plus réputés.

On a reproché à ce projet, lors des discussions auxquelles il fournit matière au sein de la Commission spéciale, de ne pas avoir un caractère suffisamment prohibitif et de s'arrêter trop tôt dans la voie poursuivie.

Depuis le dépôt du rapport de la Commission, la France a complété sa législation protectrice des sites.

Une première loi a été votée le 20 avril 1911 en suite des protestations unanimes soulevées par ces immenses panneaux-réclames qui bordent les voies ferrées et les grand'routes.

Elle interdisait tout affichage :

- 1° Sur les monuments historiques ;
- 2° Sur les monuments naturels, tels que menhirs, dolmens, etc. ;
- 3° Dans les sites classés.

Mais ces sites classés étaient peu nombreux, quelques douzaines à peine. La protection était donc insuffisante.

M. Klotz, Ministre des Finances, a déposé sur le bureau de la Chambre, le 11 juin 1912, un projet qui est devenu la loi du 12 juillet 1912.

La loi ne peut manquer d'être efficace, car elle est d'une rigueur extrême. Son principe consiste à frapper cet affichage incongru de taxes si élevées qu'elles seront presque prohibitives. Jusqu'ici les panneaux peints payaient

un droit variant de 1 franc à fr. 2.50, versé une fois pour toutes. « C'était acheter à bon marché la permission de salir les sites du beau pays de France. Il en ira désormais tout autrement », écrivait au lendemain du dépôt un grand journal parisien, qui ajoutait : « Enfin ! on pourra voyager dans un train et regarder le paysage par la portière. »

Sous le nouveau régime, « les affiches dites panneaux-réclames, les affiches-écrans ou montées sur portatifs spéciaux, les affiches de toute nature imprimées, peintes ou constituées au moyen de tout autre procédé, qui seront établies ailleurs que sur un mur de maison ou de clôture, et au delà d'un périmètre de 180 mètres autour de toute agglomération de maisons ou de bâtiments », seront soumises à une taxe annuelle dont la quotité est fixée comme suit :

50 francs par mètre carré pour les affiches inférieures à 6 mètres carrés ;
100 francs par mètre carré pour les affiches de 6 à 10 mètres carrés ;
200 francs par mètre carré pour les affiches de 10 à 20 mètres carrés ;
400 francs par mètre carré pour les affiches au-dessus de 20 mètres carrés.

Ces droits seront doublés si l'affiche contient deux annonces, triplés si elle en contient trois, quadruplés si elle en contient quatre ou plus.

Ainsi, pour prendre un exemple extrême, une affiche de 21 mètres carrés, contenant quatre annonces, payera 8,400 francs multipliés par 4, soit la somme fabuleuse de 33,600 francs par an. Il est assurément, en France, peu de maisons de commerce qui pourront s'offrir le luxe d'une publicité semblable.

L'article 2 s'inspire de ce projet : il frappe d'une taxe spéciale et supplémentaire tous les instruments de publicité, qu'ils soient fournis par des affiches imprimées ou par tous autres dispositifs, lorsqu'ils sont situés en dehors des agglomérations.

La partie agglomérée se déterminera par application des mêmes règles que celles visées par l'article 663 du Code civil.

*
* *

Le total de ces deux taxes : 1° droit de timbre, ou son équivalent de 5 francs le mètre carré, et 2° la taxe spéciale sont loin d'atteindre le montant des droits imposés par le fisc français.

Il est à remarquer que les ressources qui seront ainsi fournies à l'État auront le très appréciable avantage d'atteindre les grandes exploitations commerciales, qui consacrent annuellement des sommes considérables dans la concurrence qu'elles dirigent contre les modestes installations de détail.

Plusieurs organes consacrés à la défense des classes moyennes ont déjà préconisé cette taxe.

Telle que la proposition de loi la détermine, elle n'atteint pas le propriétaire ou l'occupant qui ne concède pas à autrui des droits de publicité sur son bien (art. 10, 1°).

P. WAUWERMANS.

Proposition de loi établissant une taxe au profit de l'État sur les enseignes, pancartes et dispositifs de réclame de toute nature, destinés à la publicité industrielle ou commerciale.

Wetsvoorstel tot invoering, ten bate van den Staat, van eene belasting op uithangborden, plakATEN en reclame-toestellen tot bekendmaking van nijverheids- of handelsbedrijven.

ARTICLE PREMIER.

Il est établi, sous le nom de taxe d'affichage, un droit annuel de 5 francs par mètre carré sur toutes affiches, inscriptions ou reproductions faisant office d'affiches.

Toutefois, sont exemptes de cette taxe : les affiches imprimées ou écrites sur papier, parchemin, toile ou autre tissu susceptible de recevoir l'empreinte du timbre, lesquelles restent assujetties au droit de timbre établi par la loi du 25 mars 1891.

ART. 2.

Les affiches dites panneaux-réclames, affiches-écrans, ou affiches sur portatif spécial, et en général les affiches et dispositifs de réclames de toute nature, imprimés, peints ou constitués au moyen de tout autre procédé, établies sur toute partie d'un immeuble, bâti ou non, autre qu'un mur de maison ou de clôture au delà d'un périmètre de 100 mètres des villes et faubourgs, sont soumises à une taxe spéciale annuelle, savoir :

50 francs par mètre carré pour tout

EERSTE ARTIKEL.

Onder de benaming van aanplakingsbelasting wordt een jaarlijksch recht van 5 frank per vierkanten meter geheven op alle plakbrieven, opschriften of nadrukken dienende als plakbrieven.

Van deze belasting worden echter vrijgesteld : de plakbrieven gedrukt of geschreven op papier, perkament, linnen of elk ander weefsel vatbaar voor den afdruk van het zegel; deze blijven onderhevig aan het zegelrecht, ingevoerd bij de wet van 25 Maart 1891.

ART. 2.

De plakbrieven, reclame-paneelen geheeten, de plakbrieffschermen of de plakbrieven op afzonderlijken draagbaren wand en, over 't algemeen, de plakbrieven en reclame-toestellen van elken aard, gedrukt, geschilderd of gemaakt op eenige andere wijze, aangebracht op elk gedeelte van een onroerend eigendom, hetzij al of niet een gebouw, ander dan een huis- of een omheiningmuur, verder dan een omtrek van 100 meter afstand van de steden en de voorsteden, zijn onderhevig aan eene jaarlijksche bijzondere belasting, te weten :

50 frank per vierkanten meter voor

dispositif de réclame d'une superficie inférieure à 6 mètres carrés ;

75 francs par mètre carré pour tout dispositif de 6 mètres carrés et de moins de 10 mètres carrés ;

100 francs par mètre carré pour tout dispositif de plus de 10 mètres carrés.

ART. 3.

Pour la liquidation des droits fixés par les articles 1 et 2, la superficie est calculée en multipliant les largeur et longueur maxima. Toute fraction de mètre carré est comptée pour 1 mètre carré.

ART. 4.

La taxe est due solidairement par celui au profit de qui l'annonce est fait, par celui qui la fait faire et par celui qui a le droit d'autoriser l'affichage, sauf les recours résultant de leurs conventions particulières.

Le propriétaire du lieu où l'affichage s'effectue est, sauf preuve contraire, considéré comme ayant le droit d'autoriser l'affichage.

Lorsque le propriétaire ou l'occupant ont concédé à un tiers le droit d'autoriser l'affichage, le concédant est solidairement tenu avec le concessionnaire au paiement de la taxe.

ART. 5.

Les taxes sont dues pour l'année entière, sans fraction.

Elles sont payables à l'origine, préalablement à tout affichage, sur la présentation d'une déclaration au bureau

elk reclame-toestel, hebbende eene oppervlakte van minder dan 6 vierkante meter ;

75 frank per vierkanten meter voor elk toestel van 6 en van minder dan 10 vierkante meter ;

100 frank per vierkanten meter voor elk toestel van meer dan 10 vierkante meter.

ART. 3.

Bij de vaststelling van de rechten bepaald in de artikelen 1 en 2, wordt de oppervlakte aldus berekend : men vermenigvuldigt de grootste breedte met de grootste lengte. Elke breuk van vierkanten meter wordt geteld voor een vierkante meter.

ART. 4.

De belasting is hoofdelijk verschuldigd door hem ten voordeele van wien de aankondiging wordt gedaan, door hem die ze deed doen en door hem die het recht heeft machtiging te verleenen tot de aanplakking, behoudens het verhaal voortspruitende uit hunne bijzondere overeenkomsten.

De eigenaar van de plaats, waar de aanplakking geschiedt, wordt, behoudens tegenbewijs, beschouwd als hebbende het recht de aanplakking toe te laten.

Wanneer de eigenaar of de inbezithebber aan een derde hebben verleend het recht, de aanplakking toe te laten, is hij, die het verleent, hoofdelijk gehouden met den verkrijger tot het betalen van de belasting.

ART. 5.

De belasting is verschuldigd voor het geheele jaar, zonder fractie.

Zij is betaalbaar bij den aanvang, vóór elke aanplakking, op vertoon van eene aangifte, ten registratiekantore

de l'enregistrement dans la circonscription duquel se trouve situé le lieu de l'affichage.

La forme et le contenu de cette déclaration sont déterminés par arrêté royal.

ART. 6.

Les taxes sont exigibles, pour la deuxième année, dans les vingt premiers jours du mois de janvier qui suit le dépôt de la déclaration, et ainsi de suite d'année en année, jusqu'à la suppression de l'affiche ou de l'inscription.

ART. 7.

Les taxes peuvent être acquittées en une fois pour deux ou plusieurs années.

Les droits payés ne sont jamais restituables pour quelque cause que ce soit.

ART. 8.

Toute affiche ou inscription porte, en caractères apparents, le numéro d'ordre de la déclaration et l'année de paiement de la première taxe.

Les agents ayant qualité pour verbaliser en matière fiscale auront le droit de pénétrer sur le terrain où l'affiche est apposée, afin de s'assurer de l'accomplissement de cette obligation.

ART. 9.

Toute infraction aux dispositions de la présente loi sera punie d'une amende de 100 francs, sans préjudice du paiement des droits qui seraient exigibles, et du droit pour l'administration de supprimer d'office et aux frais des contrevenants la publicité qui aurait été faite en contravention à la présente loi.

van de omschrijving binnen welke is gelegen de plaats waar de aanplakking geschiedt.

De vorm en de inhoud van deze aangifte worden bij koninklijk besluit vastgesteld.

ART. 6.

De belasting kan, voor het tweede jaar, worden ingevorderd binnen de eerste twintig dagen der maand Januari volgende op de neerlegging der aangifte, en zoo vervolgens van jaar tot jaar, tot aan de wegneming van den plakbrief of van het opschrift.

ART. 7.

De belasting mag in eens worden betaald voor twee of meer jaren.

De betaalde belastingen kunnen nooit teruggegeven worden, om welke reden ook.

ART. 8.

Elke plakbrief of elk opschrift draagt in zichtbare letters het ordenummer van de aangifte en het jaar van de betaling der eerste belasting.

De agenten, die zijn bevoegd proces-verbaal op te maken in fiskale zaken, hebben het recht door te dringen op het terrein, waar de aanplakking geschiedde, ten einde zich te verzekeren of die verplichting werd nageleefd.

ART. 9.

Elke overtreding van de bepalingen dezer wet wordt gestraft met eene boete van 100 frank, onverminderd de betaling van de rechten die invorderbaar mochten zijn, alsmede van het recht, voor het bestuur, ambtshalve en op kosten van de overtreders te doen ophouden de publiciteit die plaats zou hebben gehad door overtreding van deze wet.

ART. 10.

Les contraventions sont constatées et les poursuites exercées conformément à l'article 59 du Code du timbre.

ART. 11.

Sont exemptes des taxes d'affichage :

1° Les affiches ou inscriptions se rattachant à des opérations qui se traitent dans le lieu même où elles sont placées ;

2° Les affiches ou inscriptions dont l'objet est de ceux prévus par l'article 63 du Code du timbre.

ART. 12.

La présente loi sera obligatoire trois mois après sa promulgation.

Disposition transitoire.

ART. 13.

Toute personne ayant, antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi, pris en affermage des emplacements destinés à recevoir des affiches sujettes à perception du droit prévu à l'article 2, pourra dénoncer la convention dans le délai de deux mois, à charge d'enlever dans le même délai lesdites affiches.

Il ne sera tenu en ce cas au paiement d'aucune taxe en faveur du Trésor, ni d'aucune indemnité à l'égard du titulaire du droit d'affichage.

ART. 10.

De overtredingen worden vastgesteld en de vervolging geschiedt overeenkomstig artikel 59 van de Zegelwet.

ART. 11.

Zijn vrijgesteld van de aanplakkingsbelasting :

1° De plakbrieven of opschriften betrekking hebbende op verrichtingen die geschieden ter plaatse zelf waar ze zijn aangebracht ;

2° De plakbrieven of opschriften welker doeleinde behoort tot die voorzien bij artikel 63 van de Zegelwet.

ART. 12.

Deze wet is verplichtend drie maanden na hare afkondiging.

Overgangsbepaling.

ART. 13.

Elke persoon die, vóór het in werking treden van deze wet, in pacht mocht hebben genomen plaatsen bestemd voor plakbrieven die zijn onderhevig aan het recht, voorzien bij artikel 2, kan de overeenkomst opzeggen binnen den termijn van twee maanden, mits hij binnen denzelfden termijn bedoelde plakbrieven wegneemt.

In dit geval is hij niet gehouden tot de betaling van eenige belasting ten bate van de Schatkist, evenmin als tot die van eenige vergoeding ten opzichte van hem, die het recht van aanplakking bezit.

P. WAUWERMANS.

J. DESTREE.

X. NEUJEAN.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 DECEMBER 1912.

Wetsvoorstel tot invoering, ten bate van den Staat, van eene belasting op de uithangborden, plakaten en reclame-toestellen tot bekendmaking van nijverheids- en handelsbedrijven.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Op 28 Juni 1907 werd bij de Kamer een voorstel ingediend om ten bate van den Staat eene belasting te heffen op uithangborden, plakaten en schilderstukken dienende tot bekendmaking van nijverheids- en handelsbedrijven. (*Stukk. der Kamer*, n^o 180.)

Over dit voorstel, door eene Bijzondere Commissie onderzocht, werd op 26 October 1909 verslag uitgebracht. (*Stukk. der Kamer*, n^o 258.)

Ten gevolge van de ontbinding der Kamers verdween dit voorstel van de lijst onzer werkzaamheden.

*
* *

Het ontwerp had ten doel :

1^o Een eind te maken aan eene onregelmatigheid, waarover de drukkers met reden klaagden.

« Is het wel billijk, vroeg in de Toelichting de achtbare heer Carton de Wiart, een van de onderteekenaars van het voorstel, — is het wel billijk, dat de Staat, die zegelrecht heft op gedrukte en zelfs op geschreven plakbrieven, welke ook hunne kunstwaarde moge zijn, volstrekt niets eischt voor bekendmakingen op muren, op daken, op doek, ja, op rotsen? Dergelijk onderscheid is te minder te verschoonen, daar eene groote aankondiging op

H

muren veel ruimere bekendmaking geeft dan een eenvoudige plakbrief, vermits zij bestendig is. »

Reeds op 19 December 1902 klaagde de heer Dufranc-Friart over dezen « hoogst onrechtvaardigen toestand, waaronder de drukkerij, vooral de kunstdrukkerij, erg lijdt, en gij zoudt er prijs op moeten stellen, zegde hij, hem onmiddellijk te doen ophouden ».

Deze ongelijke behandeling werd in 1898 aangeklaagd in het grievenboek van den *Cercle belge de l'imprimerie et de la librairie*, alsmede door de Middenafdeeling die de Begrooting van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1900 onderzocht.

De artikelen 1 en 2 van het wetsvoorstel strekken tot het afschaffen van het voorrecht dat niet gedrukte plakbrieven wederrechtelijk genieten. De belasting van 5 frank per vierkanten meter moet worden beschouwd als gelijkstaande met het zegelrecht dat krachtens artikel 19 der wet van 25 Maart 1891 zou worden geheven op de achtereenvolgende gedrukte plakbrieven welke een jaar lang dergelijke oppervlakte beslaan.

Uit den tekst der amendementen, door het Departement van Financiën medegedeeld aan de Commissie van 1906-1909, schijnt te blijken dat er over dit punt geen verschil in de raming bestond tusschen de Regeering en de onderteekenaars van het voorstel. Dit recht moet worden geheven op alle niet gezegelde plakaten, krachtens artikel 19 der wet van 25 Maart 1891, op welke plaats zij zich ook mogen bevinden.

2° De onderteekenaars van het voorstel van 1906 hadden vooral eene andere drijfveer, van esthetischen aard. Zij wilden, voor zooveel het doenlijk is, zonder eene afzonderlijke wet te moeten maken, doen verdwijnen de aanbevelingsplakaten, die eene plaag zijn voor de landschappen en de meest beroemde gezichtspunten onteeren.

Tijdens de beraadslagingen in de Bijzondere Commissie heeft men dit ontwerp ten laste gelegd, dat het niet genoeg verbindend was en niet ver genoeg ging op de ingeslagen baan.

Sedert het verslag van de Commissie is ingediend, heeft Frankrijk zijne wet op bescherming van de landschappen aangevuld.

Eene eerste wet was gestemd geworden op 20 April 1911, ten gevolge van het eenparig protest, verwekt door de overgroote reclame-borden langs de spoorwegen en groote banen.

Daarbij werd verboden het aanplakken :

- 1° Op historische gebouwen ;
- 2° Op natuurmonumenten, als daar zijn « menhirs », « dolmens », enz. ;
- 3° In gerangschikte oorden.

Doch deze gerangschikte oorden waren niet talrijk; zij bedroegen ternauwernood enkele twaalfstallen. De bescherming was dus ontoereikend.

Op 11 Juni 1912 werd door den heer Klotz, Minister van Financiën, een ontwerp overgelegd, dat de wet van 12 Juli 1912 is geworden.

Deze wet moet onvermijdelijk doeltreffend zijn, want zij is uiterst streng. Zij bedoelt zulke hooge belasting op deze onhebbelijke plakATEN te leggen, dat zij nagenoeg eene verbodsbelasting zal zijn. Tot hiertoe werd voor geschilderde paneelen een recht van 1 frank tot fr. 2.50 betaald, eens vooral gestort. « Zoo kocht men goedkoop het recht om de zichten van het mooie Frankrijk te bederven. Voortaan zal het gansch anders gesteld zijn », zoo schreef een groot Parijzer dagblad daags na het indienen van het ontwerp. Hieraan voegde het nog toe : « Eindelijk zal men in een trein kunnen reizen en door het venster het landschap bezien. »

Met het nieuw stelsel zijn « de plakATEN gezegd reclame-borden, plakbriefschermen of geplaatst op een bijzonder getimmerte, allerhande gedrukte, geschilderde of door middel van elk ander stelsel vervaardigde plakATEN, elders geplaatst dan op den muur van een huis of eene afsluiting, en buiten een omkring van 100 meter rondom alle aaneenvoeging van huizen of gebouwen », onderhevig aan eene jaarlijksche belasting, bepaald als volgt :

50 frank per vierkanten meter voor plakATEN van minder dan 6 vierkante meter; 100 frank per vierkanten meter, voor plakATEN van 6 tot 10 vierkante meter; 200 frank per vierkanten meter, voor plakATEN van 10 tot 20 vierkante meter; 400 frank per vierkanten meter, voor plakATEN van meer dan 20 vierkante meter.

Deze rechten worden verdubbeld, indien het plakkaat twee aankondigingen bevat, verdriedubbeld voor drie, vervierdubbeld voor vier of meer.

Dus, om een uiterst voorbeeld te nemen, zal een plakkaat van 21 vierkante meter, met vier aankondigingen, betalen 8,400 frank vermenigvuldigd met vier of de fabelachtige som van 33,600 frank per jaar. In Frankrijk zijn er voorwaar weinig handelshuizen die zich de weelde van dergelijke bekendmaking kunnen getroosten.

Artikel 2 gaat uit van dit ontwerp : het legt eene bijzondere en bijkomende belasting op alle middelen van bekendmaking, hetzij door gedrukte plakbrieven of alle andere schikking, wanneer zij zich bevinden buiten behouwde gedeelten.

Het behouwde gedeelte wordt bepaald door toepassing van dezelfde regelen als die bedoeld bij artikel 663 van het Burgerlijk Wetboek.

*
* *

Het totaal van deze twee belastingen : 1° het zegelrecht of eene gelijke waarde van 3 frank per vierkanten meter, en 2° de afzonderlijke belastingen, bereikt op verre na niet het bedrag van de rechten door den fiscus in Frankrijk opgelegd.

Er valt op te merken dat de geldmiddelen, aldus den Staat bezorgd, dit onschatbaar voordeel zullen opleveren, dat zij zullen drukken op de groote handelsondernemingen, welke jaarlijks aanzienlijke sommen besteden om mededinging te doen aan de geringe kleinhandelshuizen.

Verschillende bladen, welke de belangen van den middenstand behartigen, hebben deze belasting reeds aanbevolen.

Zooals zij is omschreven in het wetsvoorstel, treft het niet den eigenaar of den gebruiker die niet aan een ander het recht van bekendmaking afstaat op zijn eigen goed (art. 10, 1^o).

P. WAUWERMANS.

Proposition de loi établissant une taxe au profit de l'État sur les enseignes, pancartes et dispositifs de réclame de toute nature, destinés à la publicité industrielle ou commerciale.

ARTICLE PREMIER.

Il est établi, sous le nom de taxe d'affichage, un droit annuel de 5 francs par mètre carré sur toutes affiches, inscriptions ou reproductions faisant office d'affiches.

Toutefois, sont exemptes de cette taxe : les affiches imprimées ou écrites sur papier, parchemin, toile ou autre tissu susceptible de recevoir l'empreinte du timbre, lesquelles restent assujetties au droit de timbre établi par la loi du 25 mars 1891.

ART. 2.

Les affiches dites panneaux-réclames, affiches-écrans, ou affiches sur portatif spécial, et en général les affiches et dispositifs de réclames de toute nature, imprimés, peints ou constitués au moyen de tout autre procédé, établies sur toute partie d'un immeuble, bâti ou non, autre qu'un mur de maison ou de clôture au delà d'un périmètre de 100 mètres des villes et faubourgs, sont soumises à une taxe spéciale annuelle, savoir :

50 francs par mètre carré pour tout

Wetsvoorstel tot invoering, ten bate van den Staat, van eene belasting op uithangborden, plakaten en reclame-toestellen tot bekendmaking van nijverheids- of handelsbedrijven.

EERSTE ARTIKEL.

Onder de benaming van aanplak-kingsbelasting wordt een jaarlijksch recht van 5 frank per vierkanten meter geheven op alle plakbrieven, opschriften of nadrukken dienende als plakbrieven.

Van deze belasting worden echter vrijgesteld : de plakbrieven gedrukt of geschreven op papier, perkament, linnen of elk ander weefsel vatbaar voor den afdruk van het zegel; deze blijven onderhevig aan het zegelrecht, ingevoerd bij de wet van 25 Maart 1891.

ART. 2.

De plakbrieven, reclame-paneelen geheeten, de plakbriefschermen of de plakbrieven op afzonderlijken draagbaren wand en, over 't algemeen, de plakbrieven en reclame-toestellen van elken aard, gedrukt, geschilderd of gemaakt op eenige andere wijze, aangebracht op elk gedeelte van een onroerend eigendom, hetzij al of niet een gebouw, ander dan een huis- of een omheiningmuur, verder dan een omtrek van 100 meter afstand van de steden en de voorsteden, zijn onderhevig aan eene jaarlijksche bijzondere belasting, te weten :

50 frank per vierkanten meter voor

dispositif de réclame d'une superficie inférieure à 6 mètres carrés ;

75 francs par mètre carré pour tout dispositif de 6 mètres carrés et de moins de 10 mètres carrés ;

100 francs par mètre carré pour tout dispositif de plus de 10 mètres carrés.

ART. 3.

Pour la liquidation des droits fixés par les articles 1 et 2, la superficie est calculée en multipliant les largeur et longueur maxima. Toute fraction de mètre carré est comptée pour 1 mètre carré.

ART. 4.

La taxe est due solidairement par celui au profit de qui l'annonce est fait, par celui qui la fait faire et par celui qui a le droit d'autoriser l'affichage, sauf les recours résultant de leurs conventions particulières.

Le propriétaire du lieu où l'affichage s'effectue est, sauf preuve contraire, considéré comme ayant le droit d'autoriser l'affichage.

Lorsque le propriétaire ou l'occupant ont concédé à un tiers le droit d'autoriser l'affichage, le concédant est solidairement tenu avec le concessionnaire au paiement de la taxe.

ART. 5.

Les taxes sont dues pour l'année entière, sans fraction.

Elles sont payables à l'origine, préalablement à tout affichage, sur la présentation d'une déclaration au bureau

elk reclame-toestel, hebbende eene oppervlakte van minder dan 6 vierkante meter ;

75 frank per vierkanten meter voor elk toestel van 6 en van minder dan 10 vierkante meter ;

100 frank per vierkanten meter voor elk toestel van meer dan 10 vierkante meter.

ART. 3.

Bij de vaststelling van de rechten bepaald in de artikelen 1 en 2, wordt de oppervlakte aldus berekend : men vermenigvuldigt de grootste breedte met de grootste lengte. Elke breuk van vierkanten meter wordt geteld voor een vierkante meter.

ART. 4.

De belasting is hoofdelijk verschuldigd door hem ten voordeele van wien de aankondiging wordt gedaan, door hem die ze deed doen en door hem die het recht heeft machtiging te verleenen tot de aanplakking, behoudens het verhaal voortspruitende uit hunne bijzondere overeenkomsten.

De eigenaar van de plaats, waar de aanplakking geschiedt, wordt, behoudens tegenbewijs, beschouwd als hebbende het recht de aanplakking toe te laten.

Wanneer de eigenaar of de inbezithebber aan een derde hebben verleend het recht, de aanplakking toe te laten, is hij, die het verleent, hoofdelijk gehouden met den verkrijger tot het betalen van de belasting.

ART. 5.

De belasting is verschuldigd voor het geheele jaar, zonder fractie.

Zij is betaalbaar bij den aanvang, vóór elke aanplakking, op vertoon van eene aangifte, ten registratiekantore

de l'enregistrement dans la circonscription duquel se trouve situé le lieu de l'affichage.

La forme et le contenu de cette déclaration sont déterminés par arrêté royal.

ART. 6.

Les taxes sont exigibles, pour la deuxième année, dans les vingt premiers jours du mois de janvier qui suit le dépôt de la déclaration, et ainsi de suite d'année en année, jusqu'à la suppression de l'affiche ou de l'inscription.

ART. 7.

Les taxes peuvent être acquittées en une fois pour deux ou plusieurs années.

Les droits payés ne sont jamais restituables pour quelque cause que ce soit.

ART. 8.

Toute affiche ou inscription porte, en caractères apparents, le numéro d'ordre de la déclaration et l'année de paiement de la première taxe.

Les agents ayant qualité pour verbaliser en matière fiscale auront le droit de pénétrer sur le terrain où l'affiche est apposée, afin de s'assurer de l'accomplissement de cette obligation.

ART. 9.

Toute infraction aux dispositions de la présente loi sera punie d'une amende de 100 francs, sans préjudice du paiement des droits qui seraient exigibles, et du droit pour l'administration de supprimer d'office et aux frais des contrevenants la publicité qui aurait été faite en contravention à la présente loi.

van de omschrijving binnen welke is gelegen de plaats waar de aanplakking geschiedt.

De vorm en de inhoud van deze aangifte worden bij koninklijk besluit vastgesteld.

ART. 6.

De belasting kan, voor het tweede jaar, worden ingevorderd binnen de eerste twintig dagen der maand Januari volgende op de neerlegging der aangifte, en zoo vervolgens van jaar tot jaar, tot aan de wegneming van den plakbrief of van het opschrift.

ART. 7.

De belasting mag in eens worden betaald voor twee of meer jaren.

De betaalde belastingen kunnen nooit teruggegeven worden, om welke reden ook.

ART. 8.

Elke plakbrief of elk opschrift draagt in zichtbare letters het ordenummer van de aangifte en het jaar van de betaling der eerste belasting.

De agenten, die zijn bevoegd proces-verbaal op te maken in fiskale zaken, hebben het recht door te dringen op het terrein, waar de aanplakking geschiedde, ten einde zich te verzekeren of die verplichting werd nageleefd.

ART. 9.

Elke overtreding van de bepalingen dezer wet wordt gestraft met eene boete van 100 frank, onverminderd de betaling van de rechten die invorderbaar mochten zijn, alsmede van het recht, voor het bestuur, ambtshalve en op kosten van de overtreders te doen ophouden de publiciteit die plaats zou hebben gehad door overtreding van deze wet.

ART. 10.

Les contraventions sont constatées et les poursuites exercées conformément à l'article 59 du Code du timbre.

ART. 11.

Sont exemptes des taxes d'affichage :

1^o Les affiches ou inscriptions se rattachant à des opérations qui se traitent dans le lieu même où elles sont placées ;

2^o Les affiches ou inscriptions dont l'objet est de ceux prévus par l'article 63 du Code du timbre.

ART. 12.

La présente loi sera obligatoire trois mois après sa promulgation.

Disposition transitoire.

ART. 13.

Toute personne ayant, antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi, pris en affermage des emplacements destinés à recevoir des affiches sujettes à perception du droit prévu à l'article 2, pourra dénoncer la convention dans le délai de deux mois, à charge d'enlever dans le même délai lesdites affiches.

Il ne sera tenu en ce cas au payement d'aucune taxe en faveur du Trésor, ni d'aucune indemnité à l'égard du titulaire du droit d'affichage.

ART. 10.

De overtredingen worden vastgesteld en de vervolging geschiedt overeenkomstig artikel 59 van de Zegelwet.

ART. 11.

Zijn vrijgesteld van de aanplakkingsbelasting :

1^o De plakbrieven of opschriften betrekking hebbende op verrichtingen die geschieden ter plaatse zelf waar ze zijn aangebracht ;

2^o De plakbrieven of opschriften welker doeleinde behoort tot die voorzien bij artikel 63 van de Zegelwet.

ART. 12.

Deze wet is verplichtend drie maanden na hare afkondiging.

Overgangsbepaling.

ART. 13.

Elke persoon die, vóór het in werking treden van deze wet, in pacht mocht hebben genomen plaatsen bestemd voor plakbrieven die zijn onderhevig aan het recht, voorzien bij artikel 2, kan de overeenkomst opzeggen binnen den termijn van twee maanden, mits hij binnen denzelfden termijn bedoelde plakbrieven wegneemt.

In dit geval is hij niet gehouden tot de betaling van eenige belasting ten bate van de Schatkist, evenmin als tot die van eenige vergoeding ten opzichte van hem, die het recht van aanplakking bezit.

P. WAUWERMANS.

J. DESTREE.

X. NEUJEAN.